EMPLOI SALARIÉ

2E TRIMESTRE 2026

L'emploi salarié poursuit son redressement, mais le 2e trimestre reste très en deçà de son niveau de 2023

Au 2e trimestre 2026, l'emploi salarié tous secteurs confondus progresse de 0,7 % sur un trimestre en données corrigées des variations saisonnières (CVS). Cette hausse est principalement portée par le secteur privé (+1,1 %), tandis que l'emploi public augmente plus modérément (+0,2 %).
Dans le privé, les services et l'industrie enregistrent les plus fortes hausses d'effectifs en volume.
Malgré cette amélioration, l'emploi reste inférieur de 14 % à son niveau de juin 2023.

Chiffres clés 2e trimestre 2026

78 200

Salariés

Évolution sur un trimestre : +0,7 % (cvs)

56 670

Salariés du privé

Évolution sur un trimestre : +1,1%

21 530

Salariés du public

Évolution sur un trimestre : +0,2 %

7 880

Contractuels du secteur public

Évolution sur un trimestre : +0,3 %

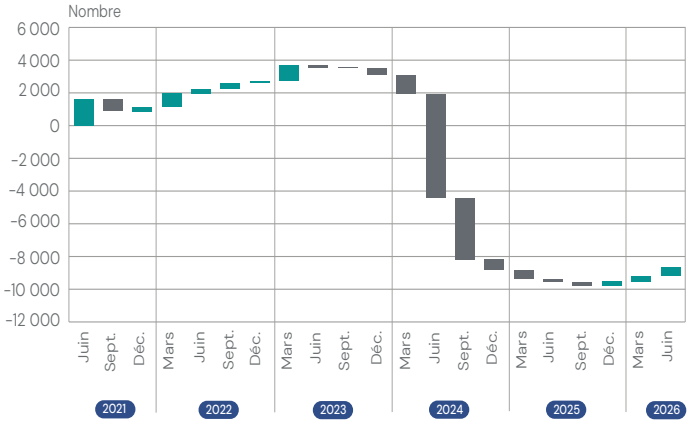
Sources : Cafat - Isee - Données disponibles au 19/10/2026

Une reprise qui ne compense qu'une faible part des pertes d'emplois

À fin juin 2026, l'emploi salarié total s'établit à 78 200 salariés, en hausse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Il s'agit du troisième trimestre consécutif de hausse modérée.
Entre juin 2025 et juin 2026, l'emploi salarié gagne 940 salariés (+1,2 %, données brutes). Cette hausse ne compense que 7 % des pertes enregistrées entre 2023 et 2025. Les effectifs demeurent ainsi inférieurs de 14 % à ceux de juin 2023.

Fig. 1 - Le redressement engagé depuis fin 2025 reste limité au regard des pertes enregistrées en 2024

Variation des effectifs salariés chaque trimestre
(données CVS - Base 100 mars 2021)

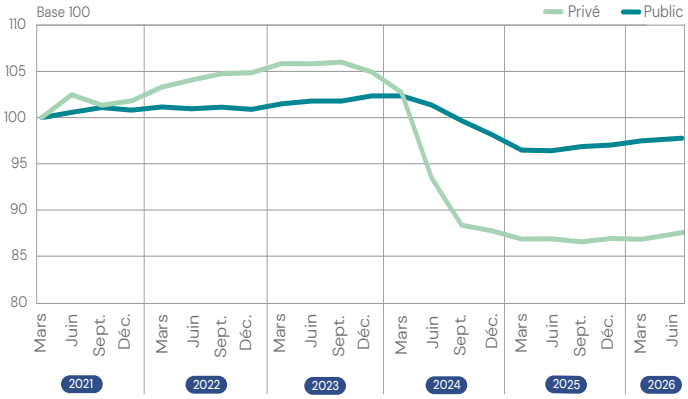


Source : Cafat - Isee
Données disponibles au 19/10/2026

La hausse de l'emploi au deuxième trimestre est principalement portée par le secteur privé, dont les effectifs progressent de 1,1% (CVS), contre +0,2 % pour le public. Après deux trimestres de croissance limitée, l'emploi privé accélère. L'emploi public poursuit une progression plus régulière depuis le 3e trimestre 2025.

Fig. 2 - La hausse récente de l'emploi est portée par le secteur privé

Évolution comparée des effectifs salariés privés et public
(données CVS - Base 100 mars 2021)



Source : Cafat - Isee
Données disponibles au 19/10/2026
Note : Dans le contexte de la pandémie du Covid 19, l'emploi salarié total avait atteint un point bas en mars 2021. Ce graphique, où l'ensemble des effectifs salariés privés, publics et totaux ont été ramenés à 100 en mars 2021, illustre l'évolution trimestrielle comparée des effectifs de chaque catégorie, en données corrigées des variations saisonnière (CVS).

L'emploi privé augmente dans un contexte conjoncturel contrasté

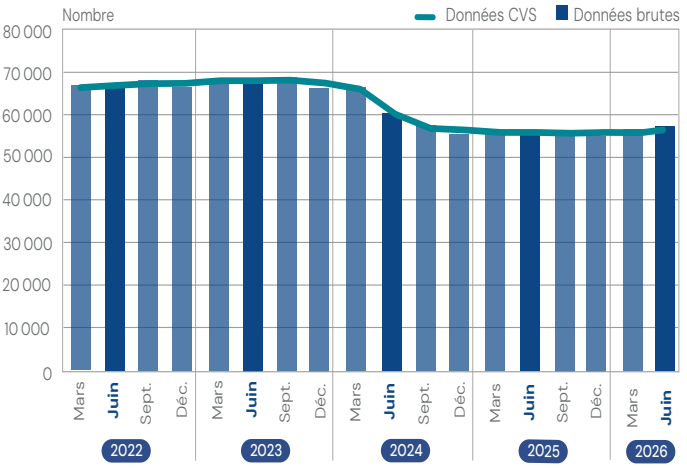
À fin juin 2026, le secteur **privé** compte 56 670 salariés, soit une progression de 1,1% sur un trimestre (CVS). Dans le même temps, le nombre d'employeurs privés recule de 0,7 % (CVS), après -0,3 % au trimestre précédent, pour s'établir à 9 120.

L'environnement conjoncturel reste contrasté. L'indicateur du climat des affaires (ICA) gagne 5,2 points et atteint 105,6, son plus haut niveau depuis le 3e trimestre 2022. Dans le même temps, les créations d'entreprises reculent de 3,9 % sur un trimestre (CVS), mais les cessations diminuent davantage (-21%). Les liquidations judiciaires, au nombre de 56, sont en hausse sur le trimestre. Cette évolution doit toutefois être interprétée avec prudence compte tenu des faibles volumes observés. Par ailleurs, au 2e trimestre 2026, 217 entreprises ont déposé une demande d'allocation exceptionnelle de maintien dans l'emploi (AEME), concernant 2 755 salariés potentiellement indemnisables, contre 194 entreprises et 2 674 salariés au trimestre précédent. Ce dispositif, qui succède depuis juillet 2025 au chômage partiel exceptionnel, témoigne des difficultés que rencontrent encore certaines entreprises.

Entre juin 2025 et juin 2026, l'emploi salarié privé gagne 700 salariés (+1,2 %). Ce gain ne représente que 6 % des emplois perdus entre juin 2023 et juin 2025 : le niveau d'emploi reste nettement inférieur à celui d'avant-crise.

Fig. 3 - Le niveau de l'emploi privé reste marqué par les pertes passées

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé



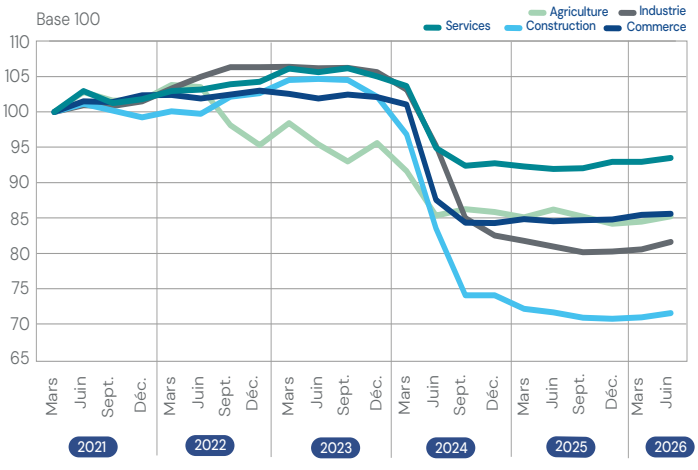
Source : Cafat - Isee
Données disponibles au 19/10/2026

Tous les grands secteurs privés progressent, mais à des rythmes contrastés

Au 2e trimestre 2026, l'emploi salarié augmente dans les cinq grands secteurs du privé (données CVS) : industrie (+1,3 %), agriculture et construction (+0,9 % chacune), services hors commerce (+0,6 %) et commerce (+0,2 %). Ces évolutions n'effacent toutefois pas les pertes d'emplois accumulées depuis 2023.

Fig. 4 - Les effectifs salariés de la construction et de l'industrie restent les plus éloignés de leur niveau de 2023

Évolution comparée des effectifs salriés par grands secteurs du privé
(donnée CVS - Base 100 mars 2021)



Source : Cafat - Isee
Données disponibles au 19/10/2026

Avec 30 040 salariés, les **services hors commerce** rassemblent 53 % des effectifs privés. Au 2e trimestre 2026, leurs effectifs progressent de 0,6 % (CVS), après une quasi stabilité au trimestre précédent. La hausse est notamment portée par les activités de services administratifs et de soutien (+3,1% sur le trimestre), tandis que l'hébergement-restauration (-2,6 %) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (-2,8 %) reculent.
Sur un an, les services hors commerce gagnent 520 emplois (+1,7 %). Ce rebond ne représente que 12 % des pertes d'emplois enregistrées entre juin 2023 et juin 2025.

L'**industrie** compte 12 170 salariés à fin juin 2026, en hausse de 1,3 % sur un trimestre (CVS). La progression est principalement portée par les industries manufacturières (+1,6 %), tandis que les effectifs des industries extractives diminuent de 0,3 %. Les situations demeurent ainsi contrastées selon les activités. Sur un an, l'industrie gagne 100 salariés (+0,8 % en données brutes), mais reste l'un des secteurs les plus touchés par les pertes d'emplois depuis 2023.

La **construction** totalise 4 260 salariés au 2e trimestre 2026. Ses effectifs augmentent de 0,9 % sur un trimestre, après +0,3 % au trimestre précédent.
Sur un an, les effectifs restent quasi stables, après deux années consécutives de baisse.

Le **commerce** compte 8 640 salariés à fin juin 2026, soit une progression de 0,2 % sur un trimestre (données CVS). Malgré la reprise engagée depuis septembre 2025, l'emploi demeure à un niveau bas.
Sur un an, le commerce gagne 110 salariés (+1,2 %). Cette progression reste limitée au regard des pertes d'emplois enregistrées les années précédentes.

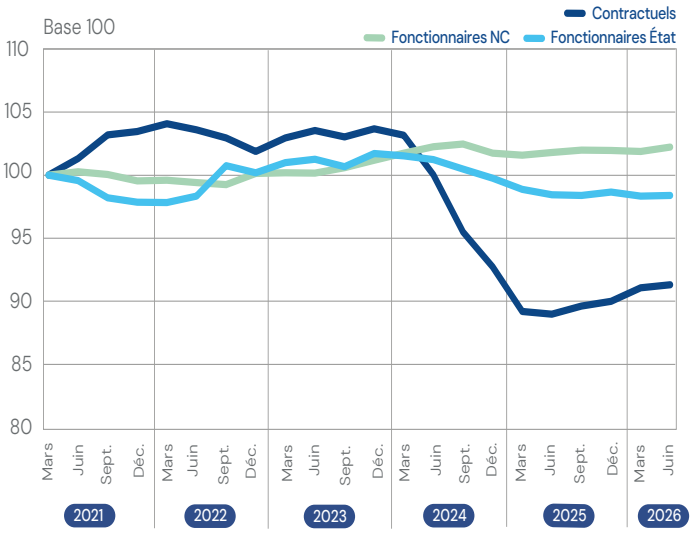
L'**agriculture** emploie 1 510 salariés à fin juin 2026, en hausse de 0,9 % sur un trimestre (CVS), après +0,3 % au trimestre précédent.
Toutefois, sur un an, le secteur perd une vingtaine de salariés (-1,2 %).

L'emploi public poursuit une progression modérée

Au 2e trimestre 2026, le secteur **public** (voir sources et méthodes) compte 21 530 salariés, tous statuts confondus. Les effectifs augmentent de 0,2 % sur un trimestre (données CVS) : +0,3 % pour les contractuels et les fonctionnaires territoriaux, contre +0,1% pour les fonctionnaires État.
Sur un an, l'emploi public augmente de 240 salariés (+1,1%). Cette hausse est principalement portée par les contractuels (+200 salariés), notamment dans les activités hospitalières. Les effectifs de fonctionnaires territoriaux progressent plus modérément (+50), tandis que ceux des fonctionnaires État restent globalement stables.

Fig. 5 – Sur un an, l'emploi des contractuels progresse, tandis que les effectifs permanents évoluent peu

Évolution comparée des effectifs salariés public
(données CVS – Base 100 mars 2021)



Source : Cafat – Isee
Données disponibles au 19/10/2026

Chiffres clés de l'emploi salarié au 2e trimestre 2026

	Niveau en fin de trimestre *(Données brutes)*	Évolution par rapport au trimestre précédent *Données CVS* (%)*	Évolution *(nb)*	
			2024-2025	*2025-2026*
Effectifs employeurs privés	**9 115**	**-0,7**	**-90**	**-66**
Emplois salariés du secteur privé (a)	**56 673**	**1,1**	**-4 072**	**695**
Détail par sous-secteurs du privé (b)				
Agriculture, sylviculture et pêche	**1 507**	**0,9**	**16**	**-18**
Industrie	**12 167**	**1,3**	**-2 105**	**97**
Industries extractives	1 398	-0,3	-68	-118
Industries manufacturières (c)	9 109	1,6	-2 006	191
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	760	1,5	-5	-3
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	900	-0,6	-26	27
Construction (c)	**4 264**	**0,9**	**-707**	**-3**
Commerce	**8 644**	**0,2**	**-305**	**105**
Services	**30 043**	**0,6**	**-967**	**516**
Transports et entreposage	3 588	1,3	-262	-1
Hébergement et restauration	3 528	-2,6	-6	-2
Information et communication	1 081	3,7	-69	46
Activités financières et d'assurance	2 435	-0,7	-92	-83
Activités immobilières	561	0,2	-87	-33
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 695	-2,8	-287	-99
Activités de services administratifs et de soutien	5 787	3,1	116	381
Administration publique	804	-0,7	-62	-4
Enseignement	1 905	-0,4	-66	-132
Santé humaine et action sociale	3 601	0,5	-212	268
Arts, spectacles et activités récréatives	701	5,9	23	50
Autres activités de services	2 565	0,6	36	168
Services domestiques	1 758	-1,0	0	-45
Activités extra-territoriales	33	0,0	-1	1
Indéterminés (d)	///	///	///	///
Emplois salariés du secteur public	**21 526**	**0,2**	**-1 105**	**241**
Contractuels	**7 879**	**0,3**	**-964**	**197**
Fonctionnaires territoriaux	**10 360**	**0,3**	**-48**	**45**
Fonctionnaires État (e)	**3 287**	**0,1**	**-94**	**-1**

Sources : Cafat - Isee - Données disponibles au 19/10/2026 *Unités : % ; nombre*

** Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS)*
(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi
(b) NAF rev2
(c) Les effectifs de KNS SAS, qui était immatriculée au RIDET dans le secteur de la construction, sont ici réaffectés au secteur de l'industrie manufacturière
(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de RIDET sur le territoire
(e) Hors Armées

Chiffres clés des entreprises au 2er trimestre 2026

Démographie d'entreprises du secteur marchand	Évolution par rapport au trimestre précédent *Données CVS (%)*	Évolution sur un an *(%)*	Nombre *(Données brutes)*
Créations *(cumul du trimestre)*	**-3,9**	**0,5**	**1 196**
Cessations *(cumul du trimestre)*	**-21,2**	**-15,4**	**858**
Entreprises ayant cessé leur activité suite à une liquidation judiciaire *(cumul du trimestre)*	**124,0**	**-28,2**	**56**

Sources : Cafat - Isee - Données disponibles au 19/10/2026

Moral des entreprises	Évolution par rapport au trimestre précédent *(Point)*	Évolution sur un an *(Point)*	Nombre *(Données brutes)*
Indicateur du climat des affaires*	**5,2**	**17,5**	**105,6**

Source : IEOM *Unités : % ; nombre ; point*

**Évolution par rapport au trimestre précédent : données brutes*

Sources

Emploi salarié

Les statistiques concernant l'emploi salarié sont établies sur la base des **déclarations faites par les employeurs auprès de la Cafat, pour la couverture sociale de leurs salariés.** Elles comptabilisent les salariés ayant un contrat en cours au dernier jour du trimestre, quelle que soit la durée du contrat ou la quotité de travail. Ces données mesurent donc des effectifs de personnes, et non des emplois en équivalent temps plein.

La présente publication ne distingue pas les salariés selon la nature de leur contrat de travail (CDI, CDD, intérim, etc.).

Sont exclus du décompte les stagiaires, les élèves de l'enseignement technique, les bénéficiaires de mesures d'aide à l'emploi, les personnes en formation, les PPIC, les apprentis, les intermittents et les VCAT.

Traitement

Les données déclarées auprès de la Cafat sont rapprochées par l'Isee de celles du Ridet, pour répartir les employeurs par secteur privé ou public.

Les salariés du privé sont ventilés selon l'activité principale de l'entreprise employeuse codifiée selon la nomenclature NAF rev.2.

NB : Les salariés employés par des entreprises dont le siège est situé hors-territoire de la Nouvelle-Calédonie et qui n'ont pas de Ridet local sont comptabilisés et affiliés à la catégorie « Indéterminée » pour le secteur d'activité.

Les salariés du public sont ventilés par statut : contractuels, fonctionnaires territoriaux et fonctionnaires de l'État.

Lorsqu'un salarié détient plusieurs contrats actifs au dernier jour du trimestre, il est réparti entre ses employeurs au prorata du nombre de contrats, de façon à ne compter chaque personne qu'une seule fois dans l'effectif total.

Disponibilité des données

Les statistiques sont révisées lors de chaque mise à jour, sur une période glissante de cinq ans, afin de tenir compte des déclarations tardives et des contrôles enregistrés par la Cafat. Les résultats sont disponibles à partir du cinquième mois après la fin du trimestre, pour disposer de données relativement stables. Pour le secteur privé, des résultats provisoires peuvent toutefois être calculés dès la fin du deuxième mois après le trimestre.

La diffusion des statistiques du secteur public a été suspendue pendant plusieurs trimestres en raison de données sources incomplètes. Cette difficulté est désormais presque entièrement résorbée : les données éventuellement manquantes représentent au plus 0,6 % de l'emploi public total. L'Isee reprend donc la diffusion de ces résultats, sous réserve des précautions relatives aux délais et aux révisions rappelées ci-dessus.

ISEE
INSTITUT DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
NOUVELLE-CALÉDONIE

Novembre 2026
Directrice de publication : E. Desmazures

Rendez-vous sur **www.isee.nc**